

# *Programme du PDS*

*Adopté en 1996*



UN QUÉBEC LIBRE POUR TOUT LE MONDE

<b><u>Pour libérer le Québec du néolibéralisme,</u></b>	Page 2
<b><u>Pour le plein emploi et la sécurité du revenu</u></b>	Page 3
<b><u>Pour le développement durable</u></b>	Page 6
<b><u>Pour des services sociaux universels</u></b>	Page 10
<b><u>La démocratie socialiste en perspective</u></b>	Page 13
<b><u>Pour réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes</u></b>	Page 17
<b><u>Pour un monde libre et solidaire</u></b>	Page 18
<b><u>Pour un gouvernement des travailleuses, des travailleurs et du peuple</u></b>	Page 19

## **POUR LIBÉRER LE QUÉBEC DU NÉOLIBÉRALISME**

**Le Parti de la Démocratie Socialiste (PDS) est un parti des travailleuses et des travailleurs, de femmes et d'hommes de diverses origines culturelles, de jeunes et de gens âgés, qui veulent tous et toutes vivre dans un pays libéré des inégalités et des injustices. Le PDS propose son programme de libération de l'exploitation et de l'oppression à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs, ainsi qu'à tous les sans-emplois du Québec.**

**L'objectif d'un Québec libre, le Parti Québécois et le Bloc Québécois l'ont abandonné en faveur du néolibéralisme, programme du capitalisme mondial auquel les partis fédéralistes adhèrent totalement. En généralisant chômage et pauvreté, le néolibéralisme crée un Québec coupé en deux. Il rejette dans l'exclusion tous ceux et celles dont la force de travail ne peut pas ou ne peut plus servir pour faire des profits. Ce Québec de l'exclusion crée un terrain fertile où se répandent racisme, sexisme et mépris des immigrants et immigrantes et des gays et lesbiennes.**

**Le Parti de la démocratie socialiste (PDS) propose un Québec libre pour tout le monde, un Québec socialiste et démocratique. Femmes et hommes, jeunes et gens âgés, auront un travail ou un revenu pour vivre librement, en solidarité avec autrui et en harmonie avec la nature. Ce travail, ses fruits de mieux en mieux partagés, donnera au peuple québécois les moyens d'atteindre la plénitude du temps libre et créateur. Les luttes pour l'égalité permettront d'en finir avec le patriarcat et toutes les formes d'oppression.**

**Par ses tenaces luttes sociales et politiques qui convergent vers un Québec indépendant et solidaire, le peuple québécois, riche de son histoire et de sa culture, contribuera ainsi à l'avènement d'une nouvelle humanité.**

# POUR LE PLEIN EMPLOI ET LA SÉCURITÉ DU REVENU

## **- Le plein emploi**

Le néolibéralisme détruit les acquis des luttes sociales menées depuis plus de 50 ans, tant un certain plein emploi que la santé et l'éducation pré-universitaire gratuites en passant par une réelle augmentation des salaires et un minimum de sécurité du revenu. Comme porte-étendard politique des luttes sociales, le PDS lutte pour :

- **la fin des coupures dans les services publics et la fin de la course des salaires vers le bas;**
- **le rétablissement des acquis sociaux perdus depuis 20 ans.**

Depuis 1945 la productivité du travail, au Québec, a été multipliée par trois. Travailleurs et travailleuses ont pu en profiter en partie. Dorénavant, cependant, les gains de productivité ne sont que prétexte à faire des rationalisations, à imposer le partage du travail qui est en réalité un partage de la pauvreté et du chômage, et à substituer une économie sociale appauvrissante aux services publics. Le PDS lutte pour :

- **la réduction de la semaine de travail à 32 heures sans baisse de salaire et sans détérioration des conditions de travail;**
- **le rétablissement des acquis sociaux perdus depuis 20 ans;**
- **l'interdiction du temps supplémentaire obligatoire;**
- **l'obligation d'un minimum de 4 semaines de vacances rémunérées, au plein salaire;**
- **le salaire minimum à 10.00\$ l'heure (en dollars de 1996) et l'indexation des salaires au coût de la vie;**
- **l'équité salariale et des programmes d'action positive jusqu'à l'obtention de l'égalité salariale et de la participation égale à l'emploi des femmes avec les hommes;**
- **la fin de la discrimination salariale contre les jeunes récemment embauchés;**
- **la retraite partielle volontaire dès 60 ans.**

## **- Un revenu assuré**

Aucun Québécois, aucune Québécoise ne sera dépourvue d'un revenu minimum garanti pour raison de sexe, d'âge, de handicap, de maladie, de responsabilité familiale ou de manque de travail. Sans discriminer sur la base de l'état matrimonial ou de la situation familiale, le PDS lutte pour :

- **un revenu minimum garanti au départ égal au seuil de faible revenu de Statistique Canada et qui augmentera au rythme de la croissance de la productivité;**
- **un régime unique d'assurance-chômage et de congé de maternité-paternité à 90% du salaire pour au moins un an;**
- **un régime d'assurance contre les accidents et les maladies du travail qui garantit 100% du pouvoir d'achat, maximise la réhabilitation et facilite la réinsertion au travail.**

La grande insuffisance du régime de pension publique oblige les travailleurs et travailleuses à céder une portion sans cesse croissante de leur salaire au capital financier. Ce dernier s'enrichit à même la gestion de cet immense réservoir d'épargne, souvent en spéculant. Le capital exerce désormais un chantage supplémentaire sur la classe ouvrière en mettant en doute la viabilité des futures pensions. Pour mettre fin à ce chantage, le PDS lutte pour :

- **un régime de pension du Québec, financé à même l'impôt, qui procurera une pension égale à 80% du salaire dont les conjointes et conjoints profiteront également.**

## **- Une fiscalité équitable**

En 1950, au Canada, l'impôt perçu sur les profits était supérieur de 10% à l'impôt direct perçu sur les revenus personnels. En 1995, cet impôt n'était plus que le dixième de l'impôt total personnel. L'impôt sur les profits et sur le capital contribue pour moins de 10% des revenus autonomes du gouvernement du Québec. Depuis 1976, le taux maximum d'imposition des revenus élevés des personnes, fédéral et provincial combinés, a baissé de près de 25%. Le PDS lutte pour :

- **un fort taux de progressivité sur l'imposition des profits et des revenus y compris les gains de capitaux personnels tout en exemptant totalement le revenu personnel jusqu'au seuil de faible revenu, compte tenu des charges familiales;**
- **un impôt progressif sur la richesse mobilière et immobilière, y compris foncière, en particulier une sévère taxation de l'héritage au-delà du seuil moyen de richesse des ménages;**
- **l'imposition des transactions mobilières et des fusions d'entreprise;**
- **un impôt supplémentaire sur les entreprises profitables qui licencient;**
- **la récupération des impôts différés des entreprises;**

- **une assistance fiscale et administrative favorable à la création, au développement et au maintien des coopératives.**

Conscient de l'ampleur de l'évasion fiscale, en particulier des paradis fiscaux du capital financier, et de certains abris fiscaux qui ne servent pas à la classe ouvrière comme caisses de retraite et moyens d'assurance-médicale, le PDS lutte pour :

- **L'ouverture des livres de compte des entreprises et des individus fortunés;**
- **la suppression des paradis fiscaux et des abris fiscaux des riches;**
- **L'interdiction de zones franches hors taxe.**

Conscient du caractère très régressif de la taxe générale de vente et de l'impôt foncier, le PDS lutte pour :

- **L'abolition de la TPS et de la TVQ;**
- **la taxation de la consommation de luxe et énérgivore, en autant que des alternatives écologiques de logement et de transport collectif existent;**
- **la taxation de la consommation directement nuisible à la santé.**

### **- Contre la dette publique**

En 1997, le gouvernement fédéral débourse plus du tiers de ses revenus sur l'intérêt de la dette publique et le Québec environ 20%. Tant et si bien les dépenses d'intérêt du Québec, part fédéral incluse, se montent à plus de 18 milliards \$. Cette somme investie dans la création d'emplois socialement utiles aboutirait rapidement au plein emploi. La légitimité de la dette publique doit être questionnée parce qu'elle résulte du refus des institutions financières et des gens à revenus élevés à payer leur juste part d'impôt. Sans le remboursement de la dette, le budget de l'État dégagerait un surplus, ce qui le libérerait de la mainmise du capital financier. Le PDS lutte pour :

- **le gel du remboursement de la dette publique, sauf pour les petits épargnants, jusqu'au moins l'atteinte du plein emploi;**
- **L'annulation de la dette due aux crédateurs qui ont organisé une fuite des capitaux ou tenteraient de le faire dans le futur;**
- **la nationalisation des fonds de pensions et des sociétés d'assurances, et la prise en charge des pensions et prestations d'assurances directement par le régime d'impôt;**
- **qu'au moins 50% des profits faits au Québec par des entreprises étrangères soient réinvestis au Québec.**

# POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## **- Contre le libre-échange**

La libre circulation mondiale des capitaux et des marchandises dresse les nations les unes contre les autres dans la course pour réduire au minimum salaires ouvriers et impôts des riches. Le nouveau dieu de la compétitivité marginalise la langue française et la culture québécoise comme étant des coûts supplémentaires face à la domination financière et commerciale de l'anglais et de la culture capitaliste américaine. La globalisation des marchés empêche l'équité salariale aux dépens des femmes et l'échange égal, aux dépens des peuples du tiers monde.

En adhérant dans l'enthousiasme à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), PQ et Bloc ont renoncé dans les faits au plein emploi et à la libération du Québec. Comme l'ALÉNA a pour unique but le libre-échange, il est irréfutable par des ententes parallèles ou par des amendements. En conséquence, le PDS lutte pour :

- **le retrait sans délai du Québec de l'ALÉNA.**

Loin de favoriser l'autarcie, le PDS favorise la libre circulation des personnes et des idées. Au contraire, la libre circulation des capitaux emprisonne travailleurs et travailleuses dans la pauvreté. Quant à la libre circulation des marchandises, elle convertit les idées en propriété intellectuelle que l'on vend au plus offrant. En conséquence le PDS lutte pour :

- **l'interdiction de la sortie des capitaux, sauf sur une base de réciprocité ou d'aide internationale qui sera égale à au moins 1% de la production du Québec;**
- **la négociation de pactes commerciaux basés sur l'avantage réciproque des partenaires;**
- **la multiplication des échanges scientifiques, technologiques et culturels;**

## **- Pour un développement équilibré**

Le but de l'économie du Québec sera de répondre aux besoins de la population du Québec et, dans la mesure de ses moyens, de contribuer à satisfaire aux besoins de la population mondiale. En particulier, la politique économique du PDS visera à combler écologiquement les besoins sociaux laissés pour compte par le libre marché. Le PDS lutte pour :

- **la préservation des stocks de pêche; une agriculture biologique; une politique agro-alimentaire d'autosuffisance céréalière et maraîchère, et leur transformation en région au Québec, tout en contrôlant les élevages industriels polluants;**
- **la construction d'au moins 8 000 logements sociaux par année et une politique de rénovation de l'ensemble des bâtiments du Québec sur une période de 10 ans;**
- **le maintien des industries traditionnelles qui produisent par ailleurs des biens essentiels (textiles, vêtements, meubles);**
- **la priorité au transport collectif urbain, au transport interurbain par chemin de fer et à une marine marchande dont les infrastructures seront fabriquées au Québec;**
- **la transformation dans les régions des ressources naturelles;**
- **l'utilisation du pouvoir d'achat de l'État dans l'éducation, la santé et l'administration publique pour favoriser leur approvisionnement par l'industrie québécoise, en particulier en ce qui concerne la téléinformatique en français;**
- **l'orientation de la recherche-développement pour répondre plus efficacement aux besoins sociaux, en particulier en favorisant le développement de technologies non-polluantes;**
- **une politique de développement régional axée sur le développement intégré des ressources du milieu, sur les coopératives, sur les organismes de mise en commun et sur les autres organisations communautaires de développement.**

## **- Pour un développement écologique**

Le libre-échange réduit à peu de chose le respect de l'environnement. L'aggravation de la destruction de la couche d'ozone, l'amplification de l'effet de serre et la croissance des pollutions et de la production de déchets ne cessent de confirmer la priorité des profits sur la préservation des équilibres écologiques. Accumulation capitaliste et développement durable sont, au bout du compte, incompatibles. Le PDS lutte pour :

- **le recyclage obligatoire des appareils et produits utilisant des gaz destructeurs d'ozone et l'interdiction graduelle des procédés industriels utilisant ces gaz;**
- **la réduction de la production des gaz à effet de serre au niveau de 1990 pour l'an 2000, telle que demandée par le Sommet de Rio, et la continuation de ces efforts par la suite;**
- **la fin de la construction des centrales hydrauliques, thermiques et nucléaires, y compris la fermeture de la centrale Gentilly, sans perte d'emploi pour les travailleurs et travailleuses;**
- **une politique d'efficacité énergétique complétée par les énergies renouvelables telles l'éolien, le solaire et la biomasse;**
- **une politique de réduction, de réutilisation et de recyclage de tous les déchets industriels, agricoles et domestiques jusqu'à l'atteinte de l'objectif déchet zéro;**
- **une loi sévère sur la bio-diversité basée sur le protocole du Sommet de Rio;**
- **le transfert gratuit aux pays du tiers monde des technologies nécessaires au développement durable;**
- **l'application intégrale du principe du pollueur-payeur.**

En particulier le PDS confrontera les monopoles de l'auto et du pétrole qui ont imposé depuis 1945 l'étalement urbain. Cet étalement a gaspillé les meilleures terres agricoles du Québec, a causé la surconsommation d'essence, a détruit la convivialité des quartiers populaires et des villages et a isolé la famille ouvrière dans les banlieues. Le PDS lutte pour :

- **donner la priorité aux logis collectifs de qualité;**
- **la revitalisation des centres-villes urbains;**
- **la protection des terres agricoles en établissant un sévère zonage.**

## **- Pour un développement démocratique**

Le pouvoir économique se concentre sans cesse dans les directions des banques, en majorité canadiennes-anglaises, des multinationales, la plupart non québécoises, et des gouvernements dont le plus puissant refuse de reconnaître la nation québécoise. Ces monopoles, enrichis par l'exploitation de leur main-d'oeuvre, ont depuis longtemps récupéré leurs investissements initiaux. Au nom du peuple québécois, le PDS lutte pour :

- **la nationalisation au coût d'achat réel des actifs, payable seulement à la réalisation du plein emploi**
  - **de toutes les institutions financières qui canalisent l'essentiel de l'épargne et qui n'ont pas de fonctionnement réellement démocratique;**
  - **des monopoles des communications et des transports qui contrôlent les artères vitales de l'économie;**
  - **des monopoles des ressources naturelles parce qu'ils ont gaspillé le patrimoine du Québec;**
  - **des immeubles locatifs, sauf s'ils sont habités par les propriétaires-occupants, et des terrains urbains, parce qu'ils sont objets de spéculation;**
  - **de l'industrie pharmaceutique parce qu'elle fait des profits de monopole aux dépens de notre santé;**
- **une monnaie québécoise contrôlée par l'Assemblée Nationale;**
- **la prise de participation étatique dans les compagnies subventionnées, ce qui permettra d'associer le gouvernement aux prises de décision;**
- **l'établissement des conseils de travailleuses et de travailleurs dans les entreprises nationalisées;**
- **le contrôle démocratique des travailleurs et travailleuses sur la gestion des fonds de pension.**

# **POUR DES SERVICES SOCIAUX UNIVERSELS**

## **- Un système de soins gratuits, universels et de qualité**

Les coupures, accélérées depuis la prise du pouvoir des Libéraux fédéraux et du PQ, remettent désormais en question l'accès gratuit pour tous et toutes au système de santé. La tarification réapparaît. Les frais sur les médicaments plongent dans la détresse personnes âgées et celles vivant de l'aide sociale. Les femmes à la maison remplacent gratuitement l'hôpital et le foyer de gens âgés. La privatisation de soins de santé se développe, ce qui tend à rétablir le système à deux vitesses d'avant la réforme des années 60. Le PDS lutte pour :

- **un système de santé public, universel, gratuit, complet et accessible;**
- **la gratuité des soins dentaires et oculaires, et des médicaments;**
- **la salarisation des médecins et le rehaussement du statut de l'infirmière et de la sage-femme;**
- **une égale qualité des soins dans tout le réseau, en particulier dans les régions;**
- **donner la priorité à la prévention, où les CLSC joueront un rôle de première ligne, en particulier pour le Sida;**
- **la reconversion des CLSC en véritables organismes communautaires;**
- **une politique de reconnaissance des médecines alternatives;**
- **une reconnaissance plus importante des soins en santé mentale, en particulier l'augmentation de la recherche en psychiatrie.**

## **- Un logement de qualité pour tout le monde**

Pour une proportion croissante de ménages du Québec, le logement devient de plus en plus un luxe. Cela oblige ou bien à sacrifier d'autres biens essentiels, parfois même la nourriture, ou bien à sacrifier la qualité de son logement quand ce n'est pas son logement lui-même. Le PDS lutte pour :

- **l'inscription dans la Charte des droits du droit à un logement de qualité à un prix abordable;**
- **le contrôle obligatoire des loyers et un registre des baux afin d'éliminer les trop fortes hausses de loyer et les autres abus dans les logements privés;**
- **des programmes de développement de logement à propriété collective et sans but lucratif dans toutes les régions;**
- **la fixation des loyers à un taux maximal de 25% du revenu net pour les ménages sous le seuil de la pauvreté.**

## **- Un réseau scolaire unique, public, laïc et gratuit**

L'accélération des coupures dans l'éducation augmente le nombre d'élèves par groupe et réduit de beaucoup le personnel de soutien et professionnel indispensable à l'intégration des jeunes en difficulté. Étudier au cégep devient de moins en moins gratuit et étudier à l'université, de plus en plus cher. Mais les coupures n'empêchent pas l'État de continuer à financer l'école privée, école réservée aux familles fortunées qui veulent fuir l'effet des coupures. L'État laisse faire la segmentation élitiste de l'école secondaire publique. Le PDS lutte pour :

- **un seul réseau scolaire de la pré-maternelle jusqu'à l'université qui sera public, gratuit, universel, laïc et français, au sein duquel seront intégrés écoles et classes en anglais pour les enfants des parents anglophones nés au Québec;**
- **l'ouverture des écoles publiques sur les quartiers ou les régions en favorisant l'utilisation publique des infrastructures scolaires;**
- **la cessation du financement de l'école privée et le démantèlement des écoles publiques à recrutement élitiste;**
- **un système de bourses assurant un revenu au niveau du salaire minimum;**
- **une recherche pédagogique et des projets pilotes centrés sur le développement intégral de l'enfant;**
- **l'implication des entreprises et des organisations syndicales dans le développement de la formation professionnelle;**
- **le financement de l'éducation des adultes, y compris de type communautaire, dans une optique d'éducation permanente;**
- **la lutte au décrochage scolaire par l'accroissement du soutien aux étudiants et étudiantes en difficulté;**
- **un curriculum garantissant la maîtrise du français à la fin du secondaire;**
- **une large place, dans le curriculum, aux langues et cultures des peuples autochtones et groupes minoritaires du Québec;**
- **l'augmentation au secondaire des cours d'histoire du Québec et du monde qui intègrent pleinement l'histoire des classes populaires, des femmes et des peuples autochtones;**

## **- Une information et une culture libérées du contrôle des monopoles**

Les médias sont la porte d'entrée à l'information et à la culture. Mais la grande majorité sont la propriété de monopoles, dont la concentration avance à pas de géants, et de l'État fédéral. Leur financement provient en premier lieu de la publicité, particulièrement celle des multinationales. Ce pouvoir de quelques monopoles et de l'État néolibéral à contrôler la pensée constitue un obstacle de taille à la libération du peuple québécois et à l'autonomie des classes populaires. La production de l'information et la production culturelle ne doivent pas être soumis à la logique du profit ni être redevables à la publicité pour leur financement. Le PDS lutte pour :

- **l'interdiction des fusions de grands médias;**
- **le démantèlement des monopoles médiatiques;**
- **la transformation des organes d'information et de culture en coopératives ou organismes sans but lucratifs;**
- **la contribution de l'État à leur financement au moins à la hauteur de 1% de son budget;**
- **la post-synchronisation obligatoire au Québec des films et vidéos distribués au Québec.**

## LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE EN PERSPECTIVE

Le Québec libre ne cherchera pas à être un agglomérat d'individus chacun à la recherche de la totale liberté, qui finit par être celle d'exploiter autrui ; pas plus qu'il n'aspirera à devenir une fourmilière d'égalité forcée, qui finit par être un baignoire bureaucratique. Le Québec libre pour tout le monde que veut bâtir le PDS sera un pays où chaque personne pourra pleinement se développer dans une société où seront absents les rapports sociaux de domination, où la nuit les femmes cesseront d'avoir peur, où les jeunes cesseront d'être condamnés à la rue. Pour en finir avec ces appareils de répression et d'aliénation par excellence que sont l'armée et la prison, le PDS lutte pour :

- **l'abolition de l'armée en faveur de milices électives d'autodéfense;**
- **la reconversion de l'industrie militaire en industrie civile sans perte d'emplois pour les travailleurs et travailleuses;**
- **une défense gratuite devant les tribunaux et la conciliation matrimoniale préalable volontaire;**
- **l'abolition du système carcéral punitif en faveur de travaux communautaires et de vrais centres de réinsertion sociale;**
- **la décriminalisation encadrée de la consommation des drogues douces.**

### **- Un Québec indépendant et français**

Le problème démocratique fondamental de la nation québécoise c'est qu'elle n'est pas reconnue par l'État canadien dont la Constitution, la considérant comme simple province, lui interdit de se séparer. Ce blocage, qui polarise la société canadienne sur une base de rivalités nationales, freine beaucoup l'ensemble des luttes sociales tant au Québec qu'au Canada. La nature même de la Confédération canadienne, prison des peuples bâtie sur le dos des nations autochtones, acadienne et québécoise – qu'illustre encore une fois le récent rejet de l'insipide société distincte – impose la rupture de l'État canadien. Rater cette tâche historique perpétuerait l'inégalitaire mosaïque multiculturelle canadienne dont le Québec ne serait plus qu'un simple morceau. Ainsi le nationalisme ethnique s'en trouverait renforcé aux dépens de la solidarité internationaliste ouvrière et populaire. Le PDS lutte pour :

- **l'indépendance complète du Québec tant au plan politique qu'au plan économique;**
- **faire du français la langue commune du Québec, au travail, dans le système d'éducation, dans les services publics et dans l'affichage.**

### **- Des nations autochtones reconnues et libres**

Il n'est pas question d'imposer aux nations autochtones que l'État canadien, au tournant du siècle, a incorporé sans leur consentement à la province de Québec, ni à celles plus anciennement parquées sur des réserves, l'appartenance forcée à l'État québécois. La nation québécoise renierait ainsi le principe de la libre autodétermination sous-tendant sa propre lutte de libération nationale. Le PDS lutte pour :

- **la reconnaissance pour les nations autochtones du droit à l'autodétermination jusqu'à l'indépendance. Pour ces nations, et uniquement pour elles, le PDS met entre parenthèse l'intégrité territoriale du Québec;**
- **que soit offert aux nations autochtones de s'unir à la nation québécoise dans l'État québécois sur la base d'un système de traités égaux réciproquement avantageux;**
- **une aide généreuse pour leur développement sur une base autonome;**
- **l'interdiction des exercices militaires et le pillage des ressources sur les territoires autochtones.**

### **- Des communautés néo-québécoises à la fois distinctes et intégrées**

Les communautés néo-québécoises enrichissent l'économie et la culture du Québec. La nation québécoise se doit de bien les accueillir. L'apprentissage du français est la condition incontournable de leur intégration. Le nationalisme canadien a dressé de sérieux obstacles à leur intégration à la collectivité québécoise. Mais il ne faut pas sous-estimer les obstacles dressés aussi par le nationalisme québécois de droite qui lui fait écho. En conséquence, le PDS lutte pour :

- **l'application rigoureuse des lois du travail aux ghettos d'emplois à forte proportion néo-québécoise;**
- **une politique d'immigration liée à la capacité d'accueil du Québec;**
- **donner la priorité à la réunification de la famille immédiate et à l'accueil des réfugiés politiques tels que définis par la convention de Genève, y compris des femmes victimes de violence et de mutilation;**
- **le recours au système scolaire et aux médias pour faire connaître aux Québécois et Québécoises l'histoire et la culture des peuples autochtones et des communautés néo-québécoises du Québec;**
- **l'offre gratuite de cours de français, d'histoire et de culture du Québec ouvert à tous et à toutes dans le cadre de l'éducation aux adultes.**

### **- Des jeunes pleinement intégrés à la vie de la société québécoise**

Le visage de la jeunesse québécoise s'assimile de plus en plus à celui de la pauvreté et de l'exclusion. Les emplois qui sont offerts aux jeunes sont généralement temporaires, mal payés et non-syndiqués. Exclue de toute possibilité d'occuper un emploi stable, la jeune voit l'accessibilité aux études se restreindre. La logique qui s'installe favorise l'exclusion des jeunes de l'école et du marché du travail. L'autre face de cette politique élitiste est le développement d'une politique répressive face à la jeunesse exclue. En conséquence, le PDS, en plus de lutter pour réduire le temps de travail, pour établir la gratuité scolaire et pour abolir les doubles échelles salariales, lutte pour :

- **la fin des mesures sélectives qui ne visent qu'à favoriser l'élitisme à l'école;**
- **le droit de vote à 16 ans;**
- **la fin de tout harcèlement et toute répression policière dont sont victimes les jeunes;**

#### **- En finir avec la discrimination contre les gays et les lesbiennes**

Les gays et les lesbiennes sont souvent victimes de discriminations au travail, dans l'obtention d'un logement, dans la garde des enfants en cas de divorce, dans les droits à l'adoption et au mariage. Le mépris des gays et lesbiennes conduit à la violence et trop souvent à des crimes haineux. Contre toutes les formes d'oppression contre les gays et les lesbiennes, le PDS lutte pour :

- **la fin de toute discrimination dans l'emploi et dans le logement;**
- **la fin de toute représentation de l'homosexualité dans les médias comme un comportement anormal;**
- **la reconnaissance du contrat d'union civil pour les couples homosexuels et de tous les avantages sociaux qui en découlent;**
- **l'admission comme réfugiés politiques des gays ou lesbiennes qui fuient la persécution anti-homosexuelle dans leur pays d'origine.**

## **- Une démocratie réelle à partir de la base**

L'actuel système parlementaire britannique garantit les libertés formelles tout en empêchant, cependant, le pluralisme des partis. Mais il y a loin du formel à la réalité quand, comme une épée de Damoclès, l'exclusion menace à chaque fois que quelqu'un sort du rang. Les libertés fondamentales sont passablement amochées quand on craint à chaque instant pour son travail, sa famille, sa santé ou la dépréciation de ses connaissances.

Élection n'égale pas contrôle populaire comme le montrent clairement le cynisme des professionnels de la politique, la puissance des groupes de pression et très souvent la corruption des partis au pouvoir. De même, la seule nationalisation n'équivaut pas à direction démocratique de l'économie. Le fonctionnement très capitaliste des sociétés d'État et la catastrophe du bureaucratisme soviétique l'ont clairement démontré. Le pouvoir politique et économique est très loin des populations des quartiers populaires et les régions éloignées. En conséquence, le PDS lutte pour :

- **le mode de scrutin proportionnel;**
- **la représentation proportionnelle des différentes composantes de la société dans toutes les instances élues;**
- **rendre électifs les gouvernements régionaux, telles les Communautés urbaines et MRC;**
- **instaurer des conseils de quartier élus avec pouvoir et budget;**
- **une Assemblée constituante élue pour doter le Québec indépendant d'une nouvelle constitution et d'une Charte des droits individuels, sociaux et environnementaux;**
- **un mécanisme de rappel des élus et élues;**
- **un accès égalitaire aux médias pour tous les partis politiques reconnus lors des campagnes électorales et référendaires.**

Le chemin vers la démocratie socialiste passe par le maximum de démocratie directe. Cette dernière grandira avec le développement de la lutte sociale. Pour favoriser le développement de l'organisation populaire à la base, le PDS lutte pour :

- **la syndicalisation élargie, y compris multi-patronale, et l'obligation de négocier;**
- **l'imposition de la convention collective aux sous-traitants et aux nouveaux propriétaires;**
- **la non-limitation du droit de grève et l'interdiction des lock-out;**
- **le soutien à la création et au développement d'organisations populaires et leur financement statutaire dans le respect de leur autonomie;**
- **le développement des coopératives.**

## **POUR RÉALISER L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

Non seulement les femmes, pour un travail équivalent, sont-elles moins bien payées que les hommes, mais elles assument la grande majorité des tâches domestiques. Loin d'aller en se résorbant, le lourd fardeau de la double journée de travail s'alourdit désormais du lestage des services publics sur le dos des femmes. Pire, le développement du chauvinisme mâle, souvent à saveur religieuse, infiltre le Québec pour s'en prendre jusqu'à la vie des femmes et pour contrôler leurs corps. Le PDS lutte pour :

- **une réelle loi sur l'équité salariale touchant tous les employeurs publics et privés;**
- **la mise en place de mesures d'embauche préférentielle, à compétence égale, pour rendre accessible aux femmes tous les corps d'emploi;**
- **la fin des mesures discriminatoires conduisant à l'exclusion des femmes du travail salarié;**
- **un réseau universel, complet et gratuit de garderies où les travailleuses et les travailleurs toucheront un salaire reconnaissant leurs compétences;**
- **l'encouragement et l'aide matériel aux cuisines communautaires et aux autres initiatives favorisant le partage social des tâches domestiques;**
- **le libre choix des femmes de leur maternité, des avortements facilement accessibles et un réseau public des maisons des naissances où les sages-femmes pourront offrir leurs services;**
- **l'interdiction de la publicité sexiste;**
- **une campagne permanente, surtout dans les écoles et dans les médias, pour l'égalité homme-femme, et contre l'exploitation du corps humain à des fins sexuelles, en particulier contre la violence faite aux femmes et aux enfants;**
- **la protection des femmes victimes de violence, en particulier par leurs conjoints et ex-conjoints, et la mise en place d'un réseau public de maisons d'hébergement pour les femmes et leurs enfants;**
- **l'interdiction de la commercialisation du corps des femmes pour des fins de reproduction.**

## **POUR UN MONDE LIBRE ET SOLIDAIRE**

Le libre échange et ses néfastes conséquences globales nous auront rendus encore plus conscients que la Terre est une et qu'il lui manque un gouvernement mondial représentatif des peuples. Le Conseil de sécurité de l'ONU, son bras armé l'OTAN, son bras financier, le Fonds monétaire international (FMI), et son bras commercial, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont plutôt la coordination autocratique des grandes puissances néolibérales. Le PDS lutte pour :

- **le retrait de l'OTAN et de NORAD;**
- **que le Conseil de sécurité de l'ONU, sans droit de veto pour quiconque, soit élu et redevable à l'Assemblée générale de toutes ses décisions;**
- **l'annulation des dettes du tiers monde par le FMI, la Banque mondiale, les États et les institutions financières;**

Le PDS ne soutient pas et désavoue les institutions qui empêchent les pays pauvres de contrôler leur développement, ce qui génère implicitement et systématiquement leur pauvreté. Le PDS appuie, aide et travaille de concert avec tous les partis politiques et toutes les forces sociales dans le monde – particulièrement au Canada, aux ÉU, au Mexique et dans les Amériques – qui, comme lui, luttent pour un monde libre et solidaire.

## **POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEUSES, DES TRAVAILLEURS ET DU PEUPLE**

Le PDS sait que la conquête du pouvoir par les travailleuses, les travailleurs et tout le peuple québécois ne pourra être le fait que du développement général des luttes sociales dont le combat électoral est partie prenante. Le PDS se rend compte que seul l'ampleur de ces luttes pourra faire plier les forces capitalistes. Contrairement donc aux partis électoralistes, y compris de gauche, le PDS et ses militants et militantes participent de plein pied aux luttes syndicales, nationales, des femmes, des gays et lesbiennes, des jeunes, des gens âgés, écologiques, populaires. Ils cherchent à unifier ces luttes et à leur donner un débouché électoral.

Les gouvernements actuels, tant à Ottawa et à Québec, sont les gouvernements des banques et des monopoles dont ils appliquent le programme : le néolibéralisme. Pour s'opposer victorieusement aux politiques néolibérales, le peuple québécois doit en finir avec les gouvernements capitalistes et mettre en place un gouvernement des travailleuses, des travailleurs et des couches populaires, complètement indépendant de la bourgeoisie.

Le premier pas sur le chemin de la conquête du pouvoir, c'est la rupture avec le PQ et le Bloc, le rejet de la concertation avec le patronat, c'est-à-dire l'indépendance politique et idéologique des travailleurs et travailleuses.

**Le PDS se propose au peuple québécois comme ce parti des indépendances ouvrière et nationale.**

**UN QUÉBEC LIBRE POUR TOUT LE MONDE**